

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Niort, le 23 janvier 2026

ZI de Saint-Liguaire
4 rue Alfred Nobel
79000 NIORT

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS Eole 79

Siège social : 7 rue d'Argenteuil
75001 Paris

Références : 0007209384 / 2026 / 22

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/11/2025 du parc éolien exploité par la société SAS Eole 79 implanté à Saint-Germain-de-Longue-Chaume (79200). L'inspection a été annoncée le 29/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Il s'agit d'une inspection programmée en 2025 par la DREAL. La dernière inspection de ce parc éolien réalisée par la DREAL au titre des ICPE date du 24 avril 2019.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS Eole 79
- 79200 Saint-Germain-de-Longue-Chaume
- Code AIOT : 0007209384
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien comporte 5 éoliennes REPOWER MM92 (REPOWER est le constructeur, devenu SENVION en 2014 ou 2015, puis SIEMENS GAMESA Renewable Energy), mât en acier, éoliennes d'une hauteur totale (en bout de pale) d'environ 125 m et d'une puissance unitaire maximale de 2 MW (soit 10 MW, pour le parc éolien). Le diamètre du rotor est de 92 m.

Les 5 éoliennes sont disposées sur une ligne orientée Nord-Ouest - Sud-Est. L'environnement du parc est à caractère agricole (culture et élevage). Le secteur comporte de nombreux étangs, haies bocagères et bois. Les transformateurs 690 V / 20 kV sont placés dans un local technique, au pied de chaque éolienne. Le poste de livraison est implanté au Sud du parc éolien, à environ 600 m, au lieu-dit « le Colombier ». L'énergie produite rejoint le poste source de Parthenay, à environ 12 km.

Le parc a été mis en service en 2008. L'exploitant annonce, le jour de l'inspection, qu'une réflexion a été engagée pour anticiper la fin de l'exploitation du parc, à partir de plusieurs solutions : repowering, retrofit, life-time extension.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

La fiche de constats suivante fait l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
9	Garanties financières	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 31 en combinaison avec les articles R.515-102 (point I) et R.516-2 (point V) du code de l'environnement	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
2	Mise en oeuvre des recommandations du bureau d'études	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
3	Panneaux d'information pour les usagers	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Sans objet
4	Périodicité et rapport de contrôle des pales	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-II	Sans objet
5	Périodicité et rapport de contrôle des brides	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I	Sans objet
6	Rapport de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Sans objet
7	Maîtrise du risque incendie dans les aérogénérateurs	Arrêté Préfectoral du 26/08/2011, article 24	Sans objet
8	Maîtrise du risque incendie dans les aérogénérateurs	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Trois sujets ont été abordés : la biodiversité, l'entretien et la maintenance du parc, ainsi que le risque incendie. Les points de contrôle afférents à ces sujets n'ont pas mis en lumière d'irrégularités. L'exploitant surveille les impacts de son parc sur la faune, en dépit de suivis hétérogènes. Il a mis en place un bridage de protection des chiroptères en Juin 2025, accompagné de suivis naturalistes comportant un suivi de mortalité. L'exploitant confirme également, à travers les rapports de maintenance, que les machines vieillissent bien, et ont un taux de panne faible. Les garanties financières n'ont toujours pas été renouvelées malgré les demandes répétées de la DREAL.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, Préservation des enjeux environnementaux locaux
Prescription contrôlée : <i>< ci-dessous, rédaction en vigueur depuis le 01/01/2022 ></i> L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle [...]. Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation. Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" [...]. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.
Constats : Le parc éolien a été mis en service en 2008. C'est le premier du département, avec le parc EOLE 79 de Mauléon et Saint-Amand-sur-Sèvre, mis en service la même année. A la date de l'inspection, la DREAL dispose de 5 rapports de suivis naturalistes réalisés par ALTECH, BIOTOPE et SENS OF LIFE, entre 2009 et 2017. Les principaux éléments tirés de chacun de ces rapports sont les suivants : <u>- ALTECH (2009) :</u> Suivi des machines aléatoire (E2 et E3, puis E5 au lieu de E3 et E2, E3 et E4 en fin de suivi), 9 sorties au total entre décembre 2008 et novembre 2009 (1 sortie par mois) au cours desquelles 32 cadavres de chauves-souris (dont 26 Pipistrelles communes) et 6 cadavres d'oiseaux ont été trouvés. Une extrapolation surfacique évalue la mortalité réelle estimée à 157 chiroptères (pas d'évaluation pour les oiseaux), sans prise en compte de la prédation ni de l'efficacité du chercheur. Le bureau d'étude signale « des résultats inquiétants » et recommande un nouveau suivi plus

poussé (fréquence plus élevée, coefficients correcteurs...).

- ALTECH (2010) :

Toutes les machines ont été suivies, 18 sorties entre avril et octobre 2010 (1 sortie tous les 10 jours). 21 cadavres de chauves-souris (dont 2 Noctules communes et 14 Pipistrelles communes la plupart découvertes en lisière arborée) et 5 cadavres d'oiseaux ont été répertoriés (dont 2 Faucons crécerelle et 1 Buse variable). La mortalité réelle estimée n'est pas calculée. Le bureau d'étude évalue l'impact très faible en terme de mortalité sur l'avifaune, et recommande de reproduire une nouvelle année de suivi pour évaluer à plus long terme la situation et confirmer les tendances, notamment vis-à-vis des chiroptères.

- ALTECH (2011) :

Seules les machines E2, E3 et E5 ont été suivies, 12 sorties réalisées entre juin et octobre 2011 (1 sortie tous les 10 jours). 6 cadavres de chiroptères (dont 4 Pipistrelles communes) et 3 cadavres d'oiseaux (dont 1 Buse variable) ont été répertoriés. En conclusion, le bureau d'études estime que le parc éolien ne présente pas d'impact particulier sur l'avifaune. En revanche, l'impact sur les chiroptères varie selon les éoliennes et la nature des milieux environnants, et le bureau d'étude recommande fortement la modulation du fonctionnement des machines, mais sans en évaluer le paramétrage.

On note que ces 3 suivis n'ont pas été produits en application de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 qui est entré en vigueur seulement le 1^{er} janvier 2012. Par ailleurs, aucun protocole national n'était imposé à l'exploitant au moment de leur réalisation, ce qui explique leur hétérogénéité. Il est possible qu'ils répondent à des prescriptions fixées dans le permis de construire ou dans l'étude d'impact (cf rapport d'inspection du 24 avril 2019, page 2).

- BIOTOPE (2015) :

Le suivi est composé de 4 passages répartis sur 2 semaines entre septembre et octobre 2015 avec un pas de temps de 3 jours. Seule l'éolienne E2 a été totalement prospectée, en raison d'obstacles autour des autres mâts (bétail, tas de fumier, clôture, mare, boisement, haies...). Seule la mortalité brute a été évaluée, le bureau d'étude estimant qu'il est impossible de déterminer la mortalité réelle en raison du trop faible nombre de passages. Quatre cadavres d'oiseaux (3 roitelets à triple bandeaux et 1 buse) ont été retrouvés, aucun cadavre de chiroptère. La synthèse du suivi n'est assortie d'aucune recommandation. Le bureau d'étude mentionne pourtant que ce document « *est conforme au protocole national de suivi des éoliennes validé en septembre 2015* ». La DREAL estime qu'il ne l'est pas (pas de suivi des habitats, pas de suivi de l'avifaune, pas de suivi des chiroptères, pression d'inventaire non déterminée par les espèces les plus vulnérables, pas d'estimation de la mortalité réelle et aucune conclusion sur les impacts du parc ni recommandation).

- SENS OF LIFE (2017) :

Ce suivi comprend un suivi des habitats, un suivi de l'avifaune et un suivi à hauteur de nacelle des chiroptères, mais pas de suivi de mortalité. Sur l'avifaune, le rapport souligne que le site s'insère au niveau d'une voie de passage diffus de passereaux migrants, que la présence du Milan noir, du Busard Saint-Martin, du Martin pêcheur et de la Pie grièche écorcheur n'a pas été confirmée, tandis que l'Oedicnème criard et la Pie-grièche à tête rousse (espèce très rare) nidifient sur le site de façon certaine (près de l'éolienne E4). S'agissant des chiroptères, l'enregistreur a détecté la présence de 6 espèces : la Noctule commune, la Noctule de Leisler et le groupe des Pipistrelles. Sens of life recommande des actions de préservation d'habitats d'espèces emblématiques (Oedicnème criard et Pie grièche écorcheur), un suivi de nidification de l'avifaune nicheuse et un

suivi de mortalité plus robuste complétant celui réalisé en 2015.

Le jour de l'inspection, le représentant de l'exploitant annonce qu'un nouveau suivi naturaliste réalisé en 2025 par SENS OF LIFE vient de s'achever, et que le rapport devrait être disponible d'ici 5 à 6 mois, mais il ne dispose d'aucune donnée de mortalité précise pour l'instant.

La DREAL rappelle effectivement que ce dernier doit lui être transmis au plus tard 6 mois après la fin de la campagne de prospections, et qu'en cas d'accident de mortalité (mortalité d'un individu d'une espèce menacée d'extinction ou mortalité massive) la déclaration doit être effectuée sans délai, en application de l'article R.512-69 du code de l'environnement (par exemple via le formulaire FEE conçu en 2021 à cet effet).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mise en oeuvre des recommandations du bureau d'études

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12

Thème(s) : Risques accidentels, Préservation des enjeux environnementaux locaux

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle [...].

Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.

Constats :

En 2011, le bureau d'étude recommandait le bridage des éoliennes. Les suivis de 2015 et 2017 sont incomplets, et n'évoquent plus de régulation des éoliennes. Lors de la 1^{re} inspection DREAL du 24/04/2019, le représentant de l'exploitant confirme qu'il n'a donné suite à aucune recommandation proposée à l'issue des suivis précités, ni mis en place une régulation des éoliennes, alors que l'environnement du parc présente une mosaïque de milieux très favorables aux chiroptères.

Lors de l'inspection ce jour, le représentant de l'exploitant informe qu'un bridage de protection des chauves-souris a été implémenté dans le SCADA depuis le 19 juin 2025 selon le paramétrage suivant :

- du 1^{er} juin au 15 octobre
- 30 min avant le coucher du soleil à 30 min après le lever du soleil
- vitesse du vent < 6 m/s et température > 11°C
- absence de précipitation

Cette régulation découle des premières recommandations du bureau d'étude qui a conclu à un impact du parc significatif pour les chiroptères. À titre d'exemple, par consultation de l'application Rotosoft, l'évènement « *Environment chiropterian* » (arrêt machine) s'est déclenché à 2 reprises le 2 octobre sur l'éolienne E1 de 1h14 à 5h03, et de 5h26 à 8h30.

En dehors du suivi réalisé en 2025, il n'y a, à ce stade, pas d'autres mesures environnementales mise en œuvre sur ce parc.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Panneaux d'information pour les usagers

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14

Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité pour les usagers et en cas de situation anormale

Prescription contrôlée :

Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2.

Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :

- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;
- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;
- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;
- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.

Constats :

L'inspection s'est déroulée devant l'éolienne E1. Le numéro du mât est visible, et les prescriptions de sécurité à observer par les tiers sont affichées à l'entrée de la plateforme. Cette vérification a également été réalisée via la fonctionnalité StreetView de l'application Google Maps (les images datent d'octobre 2024) pour les éoliennes E4 (panneau fixé sur la clôture) et E5 (panneau à l'entrée du chemin menant à l'éolienne).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Périodicité et rapport de contrôle des pales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-II

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des pales

Prescription contrôlée :

Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.

Constats :

Le contrôle des pales est réalisé par l'exploitant lui-même. Le dernier contrôle date du 02 décembre 2025 pour l'éolienne E1. Les résultats sont renseignés étapes par étapes sur place via

l'application Eofix sur smartphone. Le rapport est édité sous la forme d'un tableur conforme au plan d'entretien du turbinière, qui est destinataire systématiquement des résultats pour le suivi des défauts. Le jour de l'inspection, l'exploitant a généré le rapport, lequel a également été transmis par mail le 15 décembre. Ce dernier ne fait état d'aucun défaut sur E1. En complément, un contrôle par drone, beaucoup plus précis, est également réalisé entre deux contrôles réglementaires par le bureau d'études Heliopale. Ce dernier transmet à l'exploitant le calendrier des contrôles, et contacte l'astreinte pour accéder aux machines sans déclencher l'alarme.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Périodicité et rapport de contrôle des brides

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des fixations et brides

Prescription contrôlée :

Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.

Constats :

La maintenance des boulons de pale et la vérification du couple sont réalisés par le turbinière Siemens Gamesa Renewable Energy. L'exploitant a transmis à la DREAL, le 15 décembre, le dernier rapport de contrôle des brides de l'éolienne E1 correspondant à la 16^e année de fonctionnement, en date du 06 août 2025. La liste des contrôles effectués ne fait apparaître aucun défaut.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Rapport de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19

Thème(s) : Autre, Manuel d'entretien et rapport de maintenance

Prescription contrôlée :

L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté.

L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.

Constats :

Le turbini r SIEMENS GAMESA Renewable Energy a conçu un protocole de maintenance répondant aux obligations fixées par la présente prescription pour répondre aux obligations réglementaires. Il distingue :

- une 1 re maintenance globale entre la 4 e et la 7 e semaine après mise en service, comprenant la vérification, le resserrage et le marquage de tous les boulons
- la maintenance semestrielle, dont la 1 re doit avoir lieu au plus tard 32 semaines après la mise en service
- la maintenance électrique, mécanique et hydraulique planifiée chaque année pour respecter les intervalles

Cette planification peut être consultée par le représentant de l'exploitant via l'application ELAN qui permet également de récupérer les rapports de maintenance, d'intervention, et les tickets incidents.

Le turbini r intervient sur le parc de manière autonome, en prévenant le représentant de l'exploitant des dates d'intervention, notamment afin de déconnecter les alarmes anti-intrusion.

Type de suites proposées : Sans suite

N  7 : Maîtrise du risque incendie dans les aérogénérateurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/08/2011, article 24

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre les incendies

Prescription contrôlée :

Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât

Constats :

La DREAL n'a pas demandé un accès à la nacelle. L'exploitant confirme la présence d'un extincteur en pied de chaque éolienne, et de deux extincteurs en nacelle.

L'extincteur est de marque ANDRIEU, de classe B (liquides inflammables), d'un poids de 2 ou 5 kg rempli de dioxyde de carbone (CO2) en phase liquide. Lorsqu'il est libéré, le CO2 se transforme en neige carbonique et couvre le feu, réduisant ainsi l'oxygène dans l'air disponible et éteignant les flammes.

La dernière vérification annuelle de l'extincteur a été effectuée par CHRONOFEU basé à La Rochelle, le 04 septembre 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N  8 : Maîtrise du risque incendie dans les aérogénérateurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23

Thème(s) : Risques accidentels, Procédures en cas de déclaration d'un incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cas de détection d'un fonctionnement anormal notamment en cas d'incendie ou d'entrée en survitesse d'un aérogénérateur, l'exploitant ou une personne qu'il aura désigné et formé est en mesure :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de mettre en œuvre les procédures d'arrêt d'urgence mentionnées à l'article 22 dans un délai maximal de 60 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur ; - de transmettre l'alerte aux services d'urgence compétents dans un délai de 15 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur.
<p>Constats :</p> <p>Chaque éolienne dispose d'un détecteur de fumées en nacelle. Ils sont testés tous les 6 mois. En cas de dégagement de fumées anormal, une alarme est notifiée par mail sur le portable de l'astreinte (7j/7, H24) et l'éolienne concernée se met en arrêt automatique. Une levée de doute est établie à partir des observations d'un partenaire local (agriculteur exploitant les parcelles d'implantation des éoliennes). En cas d'incendie avéré, ce dernier contacte l'astreinte qui lance la procédure : mise à l'arrêt de la totalité du parc (ouverture du disjoncteur général), appel au 112 (n° européen) qui transférera la demande d'intervention à la caserne de pompiers la plus proche pour mise en sécurité du site (un feu d'éolienne est impossible à combattre), déplacement sur site et mise en place d'une réunion de crise pour organiser les étapes suivantes (gestion des impacts environnementaux, analyse des causes de l'incendie, modalités de remise en service des autres éoliennes, actions correctives envisagées). La fiche interne de l'exploitant souligne que les étapes amenant à contacter le 112 doivent être réalisées dans les 15 min après détection.</p> <p>L'exploitant confirme qu'aucun départ de feu n'a été constaté sur le parc, mais des simulations d'urgence sont régulièrement organisées avec le SDIS sur la flotte des parcs d'EOS Wind France. Sur le parc de Saint-Germain-de-Longue-Chaume, le dernier exercice date du 15 avril 2020. Le scénario consistait à un dégagement de fumée depuis une armoire en pied de mât, enclenché à partir de 9 h. L'horodatage précise les délais suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • temps détection / appel secours : 2 min • temps appel / arrivée 1^{er} moyen : 16 min • temps arrivée / mise en place périmètre de sécurité : 2 min • temps déploiement matériel / maîtrise de l'incendie : 3 min <p>Le retour d'expérience souligne une bonne application des consignes, et conclut au maintien de la procédure interne, sans nécessité d'intégrer des points d'amélioration.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 31
Thème(s) : Situation administrative, actualisation des garanties financières suite à changement d'exploitant
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dès la première constitution des garanties financières visées à l'article 30, l'exploitant en actualise le montant avant la mise en service industrielle de l'installation, puis actualise ce montant tous les</p>

cinq ans. L'actualisation se fait en application de la formule mentionnée en annexe II au présent arrêté.

Cette disposition s'applique en combinaison avec les articles R.515-102 (point I) et R.516-2 (point V) du code de l'environnement : « Les garanties financières sont constituées pour une période minimale de 3 ans et doivent être renouvelées au moins 3 mois avant leur échéance.[...] »

Constats :

Le parc éolien de Saint-Germain-de-Longue-Chaume disposait d'un acte de cautionnement (n° 536846 du 05/06/2020) d'un montant de 272 975 € **arrivant à échéance le 31 décembre 2024.**

L'autorité administrative n'ayant pas eu connaissance du renouvellement effectif des garanties financières au 1^{er} janvier 2025, un courrier de demande de régularisation a été envoyé à l'exploitant le 06 juin 2025. En réponse, ce dernier a transmis un acte prenant effet à compter du 1^{er} janvier 2025 et expirant au 31 décembre 2029, d'un montant de 319 864 €. Cependant l'adresse de l'installation mentionnée (« parc éolien EOLE 79 Saint-Amant-sur-sèvre ») n'est pas la bonne, et prête à confusion avec l'autre parc éolien exploité par EOLE 79 situé sur les communes de Mauléon et de Saint-Amant-sur-sèvre (à 25 km de Saint-Germain de Longues Chaumes).

A la date de l'inspection, le parc de Saint-Germain-de-Longue-Chaume présente une irrégularité, car il ne dispose d'aucun acte valide. Il est rappelé les éléments suivants :

- les garanties financières doivent couvrir indépendamment chacun des parcs et pouvoir être identifiées séparément notamment en cas de besoin de les activer,
- le renouvellement des garanties financières doit être effectif au plus tard trois mois avant l'échéance de l'acte qui arrive en fin de validité,
- les garanties financières sont constituées pour une période minimale de 3 ans.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- transmettre un acte de cautionnement valide (original à la préfecture ; copie à la DREAL).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois